

**ACCORD-CADRE ALLOTI RELATIF A DES PRESTATIONS DE
CONSTATS D'ETAT ET DE CONSEIL EN CONSERVATION
PREVENTIVE DANS LE CADRE DES EXPOSITIONS
TEMPORAIRES ET ITINERANTES DU MUSEE DU QUAI
BRANLY – JACQUES CHIRAC**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET
SERVICES**

Lot n°1 : Expositions temporaires

Lot n°2 : Expositions itinérantes

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN

SOMMAIRE

1. LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC	3
2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE	4
3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE	10
8. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	13
9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	13
10. PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
11. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	21
12. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	21
RESPONSABLE D'OPERATIONS.....	22
RESPONSABILITE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SON PERSONNEL.....	22
13. EXECUTION DES PRESTATIONS : DELAIS ET CONSTATATION.....	23
14. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	24
15. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	24
16. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	25
17. MODALITES DE REGLEMENT	26
18. PENALITES	28
19. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	29
20. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	29
21. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS.....	29
22. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	29
23. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE.....	32
24. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	32
25. REGLEMENT DES DIFFERENDS	33
26. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	33

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture et le musée du quai Branly-Jacques Chirac ont obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR.

Le musée s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de constat d'état pour le musée du quai Branly-Jacques Chirac.

L'accord-cadre comporte deux lots définis comme suit :

- Lot n°1 : prestations de constats d'état, d'intervention minimale, de dépoussiérage, de visite et de suivi durant la période d'exploitation et de prestation de conseil en conservation préventive dans le cadre des expositions temporaires présentées au musée du quai Branly-Jacques Chirac ;
- Lot n°2 : prestations de constats d'état dans le cadre des expositions itinérantes du musée du quai Branly-Jacques Chirac
- **Pour le lot 1 :**

Le présent accord-cadre a pour objet de confier au titulaire les prestations suivantes :

- L'élaboration des constats d'état dans le cadre du montage et du démontage des expositions temporaires pour les espaces du musée désignés ci-dessus ainsi que pour tout autre projet d'exposition ou présentation d'œuvres pour lequel le musée du quai Branly-Jacques Chirac est organisateur ou co-organisateur ;
- Il est demandé au mandataire de réaliser une vingtaine de constat d'état par jour en moyenne. Ce chiffre pourra être adapté aux typologies d'œuvres, en concertation avec la régisseuse en charge du projet ;
- Les typologies de constats d'état seront adaptées aux formats des expositions temporaires, et pourront être réalisées sur différents logiciels et supports (Conservation Studio, Horus condition report et papier). La couverture photographique sera également adaptée à l'objet et aux besoins du projet. (Voir annexes du lot 1 sur les protocoles) ;
- Le mandataire pourra également être amené à contre signer des constats lors d'œuvres convoyées par les prêteurs des expositions temporaires. L'emprunteur est en droit d'assister à la rédaction des constats d'état avant le départ des œuvres ainsi qu'à l'élaboration des constats d'état au retour des œuvres ;
- Les interventions légères de conservation sur les œuvres prêtées au musée du quai Branly-Jacques Chirac (après accord du prêteur concerné) ;
- Le dépoussiérage régulier des œuvres hors vitrine, avec éventuellement le dépoussiérage des éléments scénographiques en contact avec les œuvres ;
- Les visites de suivi des œuvres durant la période d'exploitation des expositions, pouvant donner lieu à des contrôles du climat et de l'éclairage si besoin.

Ces interventions auront lieu au musée du quai Branly - Jacques Chirac ou dans tout autre lieu désigné par celui-ci (ateliers du musée, lieu de stockage...).

- **Pour le lot 2 :**

- Le présent accord-cadre a pour objet de confier au titulaire les prestations suivantes : l'élaboration des constats d'état dans le cadre de la préparation et de l'organisation d'une exposition itinérante, soit avant le départ des œuvres, soit à leur retour présumé du lieu d'exposition. Ces constats d'état peuvent avoir lieu soit au musée du quai Branly – Jacques Chirac, soit dans tout autre lieu désigné par celui-ci (locaux du transporteur spécialisé en œuvre d'art partenaire de l'exposition, ateliers externes, prêteurs particuliers etc.). Les prestations prévues au présent accord-cadre ne comprennent pas les constats d'état intermédiaire réalisées dans les locaux du musée repreneur (à l'arrivée des œuvres au lieu d'exposition avant le montage de l'exposition, puis au démontage de l'exposition avant le départ présumé des œuvres) ;
- Les typologies de constats d'état seront adaptées aux formats des expositions itinérantes, et pourront être réalisées sur différents supports (Conservation Studio, Horus condition report et papier). La couverture photographique sera également adaptée à l'objet et aux besoins du projet. (Voir annexe du lot 2 sur les protocoles) ;
- Le mandataire pourra également être amené à contre signer des constats de prêts d'objets pour les expositions itinérantes. L'emprunteur est en droit d'assister à la rédaction des constats d'état avant le départ des œuvres ainsi qu'à l'élaboration des constats d'état au retour des œuvres ;
- Des interventions légères de conservation sur les œuvres prêtées au musée du quai Branly-Jacques Chirac (après accord du prêteur concerné) ;
- Il est demandé au mandataire de réaliser une quinzaine de constat d'état par jour en moyenne pour les constats départ, et vingt-cinq constats par jour en moyenne pour les constats retour. Ce chiffre pourra être adapté aux typologies d'œuvres, en concertation avec le chargé d'expositions itinérantes en charge du projet ;

2.2 Typologie d'œuvres

Les objets présentés sont caractérisés par une grande diversité de matériaux, dont voici une liste non exhaustive :

- objets bi et tri-dimensionnels composites ;
- objets organiques (bois, plumes, cuir, peaux peintes, fourrures...) ;
- objets inorganiques (lapidaire, métal, terre crue, céramique, argile, plâtre, polymère...) ;
- document graphique (dessin, photographie, parchemin, feuillet calligraphié, livre...) ;
- peinture (à l'huile, acrylique...) ;
- Objets et installations contemporaines.

Les œuvres sont de dimensions très diverses (petits à hors normes), de poids très variable, de fragilité inégale. Il s'agit d'œuvres appartenant aux collections du musée du quai Branly-Jacques Chirac ou à des prêteurs externes, privés et institutionnels, français et étrangers.

Ces informations seront fournies dans le détail dans chaque commande.

Les détails techniques des prestations sont précisés à l'article 9 du présent CCP.

2.3 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots séparés
1	Prestations de constats d'état, d'intervention minimale, de dépoussiérage, de visite et de suivi durant la période d'exploitation et de prestation de conseil en conservation préventive dans le cadre des expositions temporaires présentées au musée du quai Branly-Jacques Chirac
2	Prestations de constats d'état dans le cadre des expositions itinérantes du musée du quai Branly-Jacques Chirac

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

2.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Ces éléments peuvent néanmoins être demandés dans le cadre de la passation de marchés subséquents.

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires uniquement qui sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Chacun des lots comporte un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, décrit ci-dessous.

N°	Intitulé du lot	Forme du lot : mono attributaire ou multi attributaire	Montant maximum de la part à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre
1	Prestations de constats d'état dans le cadre des expositions temporaires présentées au musée du quai Branly-Jacques Chirac	Mono attributaire	350 000 euros HT
2	Prestations de constats d'état dans le cadre des expositions itinérantes du musée du quai Branly-Jacques Chirac	Mono attributaire	70 000 euros HT

Les lots 1 et 2 sont conclus à prix unitaires uniquement par l'émission de bons de commandes appliqués à des quantités réellement exécutées conformément à l'article R2162-13 du Code de la commande publique.

Et dans les conditions définies dans le présent document.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chacun des lots est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Cette durée est appréciée à compter de la date de notification au titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un message via la plateforme des achats de l'Etat avec accusé de réception à l'ensemble des opérateurs économiques retenus.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de chaque lot ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de chaque lot peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Lieux d'intervention

Les prestations seront réalisées :

- L'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac
222, rue de l'Université
CS60851 - 75281 PARIS
- La Galerie des cinq continents situés au Pavillon des Sessions de l'Etablissement public du Musée du Louvre (convention d'occupation temporaire)
75001 Paris
- Les réserves externalisées du musée du quai Branly - Jacques Chirac situées à Morangis (bail commercial)
27-29 rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS
- L'espace de stockage externalisé situé dans les entrepôts du transporteur BOVIS
1 rue des Bordes
91070 Bondoufle
- Les lieux où se déroulent le stockage ainsi que les prestations de désinsectisation par anoxie, d'analyses, de conservation-restauration, de soclage, d'encadrement ou de toute autre activité entrant dans le cadre des expositions temporaires et itinérantes
- Chez le transporteur spécialisé en œuvre d'art, partenaire de l'exposition itinérante : l'adresse est communiquée au titulaire au plus tard 7 jours avant la prestation
- Tout autre lieu désigné par la personne publique : ces lieux seront communiqués par la personne publique avant l'établissement du devis.

Chez l'emprunteur : dans le cadre du convoiement exceptionnel d'œuvres et de l'assistance au montage d'exposition. L'adresse de l'emprunteur en France ou à l'étranger est communiquée au titulaire avant établissement du devis et dès le premier échange relatif à la prestation demandée

5.2 Horaires d'intervention

Les horaires et jours d'interventions seront planifiés par les personnes chargées de la conduite de l'accord-cadre en fonction de l'objet des prestations et selon un calendrier défini par la personne responsable de la conduite de l'accord cadre.

Les interventions se dérouleront essentiellement du lundi au vendredi tout au long de l'année : les mois d'août et de décembre restant des mois d'activité pour le musée.

Les horaires de travail se calent sur les horaires de chantier de montage et de démontage des expositions et suivant les horaires du personnel permanent du musée tels que mentionné ci-après.

En règle générale, sous réserve de validation préalable, les horaires de chantier d'exposition s'étendent de 9h00 à 17h30, ceux -ci peuvent aussi être modulable en fonction de la demande et selon les contraintes de chantier.

Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix de ce fait ni aucune indemnité.

Ces horaires n'incluent pas le temps de transport. Il reste à la charge du prestataire et ne peut être chargé au musée. Le titulaire pourra également être amené à exécuter ces prestations en dehors des horaires d'ouverture du musée au public.

5.3 Modalités d'accès et de circulation du personnel

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements du musée du quai Branly– Jacques Chirac, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par l'établissement public.

Le personnel désigné par le titulaire comme intervenant sur site sera porteur d'une tenue propre à l'entreprise. Cette tenue spécifique à l'entreprise est obligatoire.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'établissement.

Le personnel désigné par le titulaire devra également se conformer à toutes les règles sanitaires transmises par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le titulaire s'engage à fournir à la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre, au plus tard sept (7) jours avant la date présumée d'intervention, la liste des intervenants (document signé par le directeur de la société).

Le titulaire certifie avoir pris connaissance de ces informations et s'engage à en tenir compte dans la réalisation des prestations.

5.4 Calendrier et délai d'intervention

Pour chacun des lots de l'accord-cadre, à l'émission de chaque bon de commande, un calendrier d'exécution des prestations sera fourni. La date butoir de finalisation des prestations indiquée par l'établissement devra être considérée comme impérative. Une discussion sur les délais et le nombre de jour d'intervention ; entre le référent en charge de l'exposition, et le mandataire du titulaire pourra être engagée à propos des délais de réalisation des constats d'états.

En tout état de cause sauf situation d'urgence :

- Les délais pour rendre le devis accompagné ne sauront être supérieurs à dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la liste d'œuvre.
- Le temps d'installation des prestataires à l'atelier (mise en place du matériel, rangement, etc.) ou en salle d'exposition n'est pas réputé inclus dans le temps d'exécution.

La programmation d'intervention sera explicitée dans chaque bon de commande par l'établissement.

Toute modification de calendrier à l'initiative du titulaire, sans l'accord préalable et expresse de la personne publique, sera nulle et non avenue.

Toute modification de délai ou de calendrier à l'initiative de la personne publique fera l'objet, après accord entre les parties, d'un planning actualisé. Le planning actualisé sera transmis signé par le titulaire à la personne publique avant tout début d'exécution pour approbation.

- **Pour le lot 1 :**

Dans le cadre de la préparation des expositions temporaires, le musée du quai Branly - Jacques Chirac fait établir de manière systématique des constats d'état des œuvres empruntées tant au montage (après déballage) qu'au démontage (avant remballage). Ces opérations sont inscrites dans un calendrier de travaux général de réalisation de projet. Les constats d'état interviennent dès l'arrivée des œuvres, soit en moyenne 2 à 3 semaines avant l'ouverture de l'exposition, ou juste après déballage et juste avant installation en cas d'œuvres convoyées. Pour le démontage, ces opérations interviennent dès le lendemain de la date de clôture de l'exposition, et dans un délai de 1 à 2 semaines à compter de la fermeture, selon le nombre des œuvres.

Les demandes de devis¹ sont adressées de 3 mois à 1 an en moyenne ; avant exécution des prestations et en fonction de la quantité d'œuvres à constater.

- **Pour le lot 2 :**

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac établit de manière systématique des constats d'état des œuvres présentées dans le cadre d'expositions itinérantes dont le musée est organisateur. Les œuvres appartiennent aux collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac ou à des prêteurs particuliers ou institutionnels. Ces opérations sont inscrites dans un calendrier de travaux général de réalisation de projet. Les constats d'état départ des œuvres interviennent juste avant l'emballage et le départ présumé des œuvres. Les constats d'état retour des œuvres interviennent dès le retour présumé des œuvres de leur lieu d'exposition.

L'emprunteur est en droit d'assister à la rédaction des constats d'état avant le départ des œuvres ainsi qu'à l'élaboration des constats d'état au retour des œuvres.

Les demandes de devis sont adressées de 3 mois à 1 an en moyenne ; avant exécution des prestations et en fonction de la quantité d'œuvres à constater.

6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

¹ Par le terme « devis » on entend ici le prix proposé par le titulaire du lot concerné pour la commande, basé sur les prix renseignés dans le BPU uniquement. Le devis ne vaut en aucun cas bon de commande ni ordre de service. Seul l'envoi du bon de commande par l'acheteur public fera l'objet de règlements.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;

- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Conduite de l'accord-cadre

La Direction du développement culturel du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite de l'accord-cadre (Service des expositions et Service des itinérances).

7.2 Titulaire de l'accord-cadre

7.2.1. Personnel du titulaire

Le titulaire de chacun des lots s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel qualifié, spécialisé dans la conservation matérielle des biens culturels, c'est-à-dire relevant d'au moins une des catégories citées dans les articles R.452-10 à R.452-13 du Code du patrimoine.

Le titulaire est informé que dans le cadre de l'exécution des prestations, il devra être en mesure de communiquer en anglais et en espagnol.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de

l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le titulaire doit informer et remettre à l'établissement l'ensemble des pièces justificatives lorsque le titulaire souhaite obtenir l'accord préalable au transfert de son marché au titre d'une opération de restructuration dans les conditions autorisées par la commande publique. Si ce dernier n'apporte pas les éléments de justification de la restructuration ou informe tardivement le musée de sa nouvelle situation à l'appui des pièces justificatives, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché au tort du titulaire.

7.2.2. Défaillance de l'un des membres de l'équipe

La bonne exécution des prestations dépendant de la qualité des membres de l'équipe chargés de la conduite des prestations, le titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres nommément désignés pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit désigner un remplaçant de niveau et d'expérience équivalents et en communiquer le nom et la fonction à la personne publique dans un délai de quinze jours(15) ouvrés maximum à compter du jour de l'absence. La personne publique dispose alors de cinq (5) jours ouvrés afin d'accepter, e le remplaçant. En cas de récusation, le titulaire doit désigner un remplaçant de niveau et d'expérience équivalents et en communiquer le nom et la fonction à la personne publique dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter du jour de la récusation. En cas de retard dans la désignation d'un remplaçant, les pénalités décrites à l'article 9.3 du présent CCPC s'appliqueront.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre alloti peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

7.2.3. Mise en œuvre des prix unitaires « horaires »

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire² dans le cadre des prestations réalisées sur bon de commande, il est entendu entre les parties que le titulaire, en tant qu'employeur de la ou des personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations³, continuera d'encadrer, de surveiller et de diriger de manière exclusive les membres de ladite équipe dédiée, sans qu'aucun

² Ou, par extension, des membres de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations.

³ Sauf cas particuliers de cotraitance/sous-traitance.

transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice de l'établissement.

Les membres de ladite équipe dédiée interviennent donc, réserves faites des nécessaires instructions prescrites notamment en matière d'hygiène et sécurité et autres modalités de coordinations sur site, en totale autonomie par rapport au pouvoir adjudicateur et sous les seuls ordres du titulaire. L'organisation du travail de l'équipe dédiée en charge de la prestation spécifique commandée ainsi que, le cas échéant, la définition des tâches de chacun en vue de la réalisation des prestations finales attendues telles qu'indiquées au sein du bon de commande notifié, relèvent du seul titulaire.

Le lien de subordination sera intégralement maintenu entre les membres de l'équipe dédiée et le seul titulaire pendant toute la durée du contrat de telle manière :

- que toutes les questions relatives aux droits, à la rémunération, à la gestion de la carrière et de l'emploi ou à l'exercice du pouvoir disciplinaire relèvent du seul titulaire, étant entendu, que ni le lieu, ni la qualification, ni la rémunération, ni la durée de travail ou la gestion des plannings des membres de l'équipe dédiée, ne sont modifiés par la mise en œuvre du présent marché public ou du bon de commande en question ;
- que les conditions d'intervention de ladite équipe dédiée, relevant de la seule autorité et du seul contrôle du titulaire, n'entraînent aucune modification sur les contrats de travail respectifs des personnes la constituant.

Enfin, sauf vérifications du respect de règles spécifiques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité ou d'application du Règlement intérieur du musée, opposable à toute personne présente dans l'établissement, le titulaire exerce seul, ou par l'intermédiaire d'un membre encadrant et superviseur, son contrôle sur la réalisation des prestations commandées.

7.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.



7.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots et son annexe :
 - o Annexe : le bordereau de prix unitaires (BPU) propre à chaque lot.
- Le présent cahier des clauses particulières commun (CCPC) et ses annexes :
 - o Annexe 1 (lot 1) : protocole de constat d'état pour les œuvres de la collection du MQB-JC pour les expositions temporaires ;
 - o Annexe 2 (lot 1) : guide « pas à pas » sur Conservation studio des constats d'état pour les expositions temporaires ;
 - o Annexe 3 (lot 1) : protocole de constat d'état pour les œuvres empruntées sans constat d'état pour les expositions temporaires ;
 - o Annexe 4 (lots 1 et 2) : protocole de constat d'état pour les œuvres empruntées avec constat d'état ;
 - o Annexe 5 (lot 2) : protocole de constat d'état pour les œuvres de la collection du MQB-JC pour les expositions itinérantes ;
 - o Annexe 6 (lot 2) : guide « pas à pas » sur Horus pour les constats d'état pour les expositions itinérantes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- L'offre technique du titulaire.
- La demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4), le cas échéant.

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Ci-dessous, un descriptif des prestations à réaliser au titre de présent accord-cadre

9.1 Intervention minimale

Outre la réalisation des constats d'état avant et après exposition, le titulaire pourra être amené à effectuer des interventions minimales de conservation-restauration sur les œuvres concernées.

L'intervention minimale est entendue comme une action strictement limitée au nécessaire pour assurer la stabilité matérielle et la sécurité de l'œuvre, sans altérer son intégrité ni son authenticité.

Exemples (liste non exhaustive) :

- Refixage ponctuel d'un élément soulevé ou détaché.
- Consolidation légère d'une couche picturale ou d'un support fragilisé.
- Ajustement de conditionnement ou de présentation pour prévenir un risque immédiat.

Les interventions minimales sont réalisées uniquement après accord du représentant du pouvoir adjudicateur ou du responsable de la conservation. Elles doivent être documentées dans le rapport de constat (description, localisation, matériaux et techniques utilisés). Elles ne peuvent en aucun cas constituer une restauration esthétique ou une modification de l'œuvre. Les matériaux employés doivent être réversibles et conformes aux normes déontologiques en vigueur.

9.2 Frais de gestion de commande

Le mandataire du groupement sera chargé de répartir les missions et coordonner les opérations.

Il s'assurera également de la facturation et la vérification des documents administratifs pour chaque co-traitant.

L'établissement lui fournira la liste d'œuvre à partir de laquelle le mandataire apportera son expertise afin de répartir les besoins, organiser correctement l'opération et toute autre forme d'assistance nécessaire.

Les frais de gestion peuvent inclure des réunions à laquelle le mandataire sera tenu de participer.

9.3 Prestations propres au lot 1 - constats d'état pour les expositions temporaires

- ***Elaboration des constats d'état dans le cadre du montage et du démontage des expositions temporaires présentées au musée du quai Branly - Jacques Chirac***

Dans le cadre des emprunts effectués par le musée du quai Branly - Jacques Chirac pour le compte des expositions temporaires présentés dans les quatre lieux du musée (galerie Jardin, mezzanine Est, galerie Marc Ladreit de Lacharrière, mezzanine Centrale), le titulaire est amené à élaborer un constat d'état d'arrivée et de départ des œuvres selon le calendrier ordonnancé par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre.

Sur la base des documents type – un modèle de constat d'état pourra être transmis pour information au titulaire du présent accord-cadre - et selon le protocole établi par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre, le titulaire devra notamment :

- Réaliser l'expertise des œuvres in situ en présence ou non de convoyeurs missionnés par les prêteurs sollicités dans le cadre des emprunts ;
- Remonter sans délai au régisseur concerné toute modification de l'état de l'œuvre ou toute fragilité particulière d'une œuvre pouvant être aggravée par les manipulations et installations diverses ;
- Effectuer le pointage des œuvres constatées, croisé avec celui de la liste d'œuvres transmise par le régisseur en charge du projet ;
- Réaliser les prises de vue numériques de toutes les œuvres, selon un protocole validé par l'établissement et fourni en annexe au présent CCPC : vues de face, profil, dos et zooms nécessaires selon les œuvres lors du constat d'arrivée ; prise de vue de contrôle systématique lors du constat de départ si les œuvres sont empruntées à des prêteurs ;
- Concernant les œuvres de la collection du musée du quai Branly-Jacques Chirac, le mandataire devra se référer au protocole en annexe 1 ;
- Effectuer l'enregistrement des données numériques et leur intégration dans le dossier numérique de l'exposition créé par le régisseur de l'exposition ;
- Remettre au régisseur de l'exposition le classeur présentant l'ensemble des constats réalisés sur papiers et les copies des constats des prêteurs le cas échéant ;

Dans certains cas, les prêteurs fournissent des constats pré-remplis. Le titulaire aura à compléter ces constats, avec ou sans la présence d'un convoyeur, et veiller à en laisser une copie au prêteur et au musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Le titulaire devra prévoir l'équipement nécessaire à la réalisation des opérations de constats : appareil photo, ordinateur portable, gants, lampe de constat, loupe, chiffon microfibre, pinceaux et tout autre matériel que le titulaire juge nécessaire à la bonne réalisation de sa mission sans que cela ne constitue de facturation complémentaire.

Le titulaire de l'accord-cadre pourra être amené à manipuler les œuvres lorsque cela est jugé nécessaire à la bonne réalisation de sa mission.

En cas de non-respect des dispositions décrites dans le présent article, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 18 du présent CCPC.

- ***Interventions légères de conservation sur les œuvres prêtées au musée du quai Branly-Jacques Chirac***

Le titulaire devra notamment :

- Procéder à l'examen de l'objet ;
- Proposer au régisseur (et éventuellement au prêteur concerné) une intervention de conservation, sous forme de devis avec le détail des traitements à effectuer avec le type de matériel et des produits utilisés ;
- Procéder à l'intervention de conservation après accord écrit via un bon d'achat émit par le musée. Le titulaire n'aura pas accès à l'atelier de restauration du musée, il devra donc acheminer son matériel dans l'atelier des expositions ;
- Établir un rapport de traitement et un nouveau constat d'état.

Le titulaire devra s'équiper de tout le matériel nécessaire à la réalisation des interventions légères de restauration envisagées.

- ***Dépoussiérage des objets présentés hors vitrines, et éventuellement du mobilier scénographique***

Le titulaire devra notamment :

- S'équiper de tout le matériel nécessaire au dépoussiérage (liste non exhaustive : aspirateur, plumeau, chiffon micro-fibre, etc...) ;
- Dépoussiérer les œuvres hors vitrines et éventuellement le mobilier scénographique qui ne peut pas être confié au service de nettoyage du musée, en raison d'une trop grande fragilité (exemple : tables lumineuses) ou d'une grande proximité avec les œuvres présentées (exemple : podium de mise à distance) ;
- Remonter toute information ou détérioration d'objets, de la scénographie et de contamination (moisissures, insectes) au régisseur en charge de l'exposition.

- ***Visite de suivi des œuvres durant la période d'exploitation de l'exposition***

Compétences requises : Profil conservateur-restaurateur diplômé

Le titulaire devra notamment :

- Effectuer la vérification de l'état des œuvres par comparaison avec l'état constaté lors du constat d'arrivée et alerter sans délai le régisseur de l'exposition de tout changement d'état constaté ;
- Effectuer les prises de vue des œuvres ayant subi un changement d'état et les intégrer dans le dossier général de l'exposition ;
- Intégrer dans le constat d'état de l'œuvre les informations relatives au changement d'état constaté ;

- Réaliser un contrôle de l'éclairage des œuvres pouvant nécessiter une surveillance particulière et alerter le régisseur en cas de problème constaté : le matériel de mesure sera mis à disposition par le régisseur ;
- Réaliser un contrôle du climat dans les salles d'exposition (température et humidité) et alerter le régisseur en cas de problème constaté : le matériel de mesure sera mis à disposition par le régisseur ;
- Compléter le document de suivi de l'exposition fourni par le régisseur de l'exposition après chaque visite de suite en y indiquant les mesures effectuées et les points de vigilance particuliers ;
- En cas de non-respect des dispositions décrites dans le présent article, le titulaire encourt des pénalités prévues à l'article 13 du présent CCPC.

9.4 Prestations propres au lot 2- constats d'état pour les expositions itinérantes

Dans le cadre de la préparation et de l'organisation d'une exposition itinérante, le titulaire est amené à élaborer un constat d'état :

- « Départ », soit avant l'emballage et le départ des œuvres pour le lieu d'exposition temporaire, en France ou à l'international. Ce constat d'état peut être contresigné par l'emprunteur ;
- « Arrivée », soit au déballage et à l'arrivée des œuvres du lieu d'exposition temporaire. Ce constat d'état peut être contresigné par l'emprunteur.

Deux étapes de constats d'état intermédiaires interviennent : à l'arrivée des œuvres au lieu d'exposition avant le montage de l'exposition, puis au démontage de l'exposition avant le départ présumé des œuvres de chez l'emprunteur.

Sur la base des documents type des constats d'état d'œuvres pour l'itinérance d'une exposition – un modèle de constat d'état « itinérance » pourra être transmis au titulaire de l'accord-cadre- et selon le protocole établi par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre, le titulaire devra notamment :

- Pour les constats d'état « départ » :
 - o Réaliser l'expertise écrite des œuvres avant leur départ pour le lieu d'exposition itinérante ; cette expertise sera renseignée sur le constat d'état de manière numérique (Conservation Studio, Horus). Selon le protocole établi par le chargé d'exposition itinérante, il pourra être demandé au titulaire de rédiger son expertise en anglais ;
 - o Renseigner les altérations ou éléments importants des œuvres directement sur les photos de l'œuvres, de manière numérique (Conservation Studio, Horus). Selon le protocole établi par le chargé d'exposition itinérante, il pourra être demandé au titulaire de renseigner ces éléments en anglais ;
 - o Remonter sans délai au chargé d'exposition itinérante concerné toute fragilité particulière d'une œuvre pouvant être aggravée par le transport, des manipulations ou installations diverses ;
 - o Effectuer le pointage des œuvres constatées, croisé avec celui de la liste d'œuvres transmise par le chargé d'exposition itinérante ;
 - o Réaliser les prises de vue numériques de toutes les œuvres, selon les protocoles validés par l'établissement et fournies en annexe au présent CCPC : vues de face, profil, dos et zooms nécessaires à l'aide d'une tablette numérique mise à disposition pour la prise de vue des œuvres ;

Si, en raison de cas de force majeure et pour une raison indépendante de la volonté du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le départ des œuvres est reporté à une date ultérieure après réalisation des constats d'état « départ », il pourra être demandé au titulaire de réaliser une deuxième expertise des œuvres avec signature. Cette deuxième expertise interviendrait juste avant le départ des œuvres et pourrait être contresignée par l'emprunteur.

- Pour les constats d'état « retour » :
 - o Réaliser l'expertise écrite des œuvres à leur retour du lieu d'exposition itinérante ; cette expertise sera renseignée sur le constat d'état de manière numérique (Conservation

Studio, Horus). Selon le protocole établi par le chargé d'exposition itinérante, cette expertise pourra être rédigée en anglais. Les prises de vue de l'état antérieur des œuvres seront transmises au titulaire par l'intermédiaire d'une tablette numérique contenant les constats antérieurs ;

- Remonter sans délai au chargé d'exposition itinérante concerné toute altération de l'état de l'œuvre ou tout fragilité particulière survenue depuis la dernière étape du constat d'état ;
- Effectuer le pointage des œuvres constatées, croisé avec celui de la liste d'œuvres transmise par le régisseur en charge du projet ;
- Réaliser les prises de vue numériques en cas d'altération de l'état de l'œuvre ;
- Remettre au chargé d'exposition itinérante la tablette contenant les constats d'état signés et datés.

En cas de sinistre durant l'élaboration des constats d'état, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le chargé d'exposition itinérante concerné, avec copie au chef de service et au Directeur du patrimoine et des collections du musée, et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec accusé de réception. En cas de non-respect de ces délais, le titulaire se verra appliqué une pénalité de retard prévue à l'article 18 du présent CCPC.

9.5 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans les délais impartis.

L'obligation de résultat implique que le titulaire donnera à ses équipes les moyens nécessaires pour mener à bien les prestations prévues à l'accord-cadre. A ce titre, le titulaire s'engage au respect des horaires pour toutes les interventions.

9.6 Fournitures et matériels

La personne publique pourra mettre à disposition du titulaire l'équipement disponible à l'atelier de préparation des expositions (tables, chaises, lampes à constat, tablettes numériques).

Le titulaire devra en revanche fournir son propre matériel à savoir (liste non restrictive, le titulaire devra être en possession de tout matériel nécessaire à la réalisation des prestations pour lesquelles il s'est engagé contractuellement, sans que cela n'engendre le moindre coût supplémentaire pour le musée) :

- Un appareil de prise de vue numérique ;
- Un ordinateur portable ainsi qu'un périphérique de stockage (type clé USB, disque dur externe) ;
- Matériel de protection (blouse, gants en coton/gants synthétique, masque...) ;
- Petites fournitures de bureau (classeur, pochettes plastiques, crayon...) ;
- Matériel pour le traitement de conservation des objets ;
- Petit matériel pour le dépoussiérage.

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des plans, documents techniques et résultats des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire, mandataire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant, dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après dénommés « Résultats ») sont l'objet de la présente cession de droits, dans les conditions visées aux articles ci-dessous.

Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants.



10.1 Propriété des plans, des études et des résultats fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire

Les plans et documents techniques remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent lui être restitués après exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, être utilisés par le titulaire de l'accord-cadre pour son propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur.

10.2 Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre VI du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG/FCS, la cession des droits se fait à titre exclusif, dans les conditions décrites ci-dessous.

L'ensemble des droits sur les Résultats sont cédés par le titulaire, au pouvoir adjudicateur qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire de l'accord-cadre puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Modalités financières » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Cette cession est effectuée pour produire effet dans le monde entier, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les droits cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte à titre non commercial, ces droits pouvant faire l'objet de cessions à des tiers partenaires ou prestataires du pouvoir adjudicateur.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés pour les besoins de l'accord-cadre.

Le droit de reproduction comporte notamment :

- le droit de reproduire ou d'enregistrer tout ou partie des Résultats par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), support électronique sous format analogique ou numérique, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour
- le droit d'établir ou de faire établir des reproductions de tout ou partie des Résultats en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

Le droit de représentation comporte notamment :

- le droit de présentation publique, de communication et de mise à disposition de tout ou partie des Résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment par projection en tous lieux accessibles à tous

publics payants ou non, par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les réseaux sociaux officiels, les sites de partage de contenus du musée du quai Branly – Jacques Chirac et ses partenaires, les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly - Jacques Chirac ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, applications mobiles, notamment produits multimédias... (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre

- le droit de communiquer tout ou partie des Résultats aux partenaires et prestataires du musée du quai Branly – Jacques Chirac et à des candidats sur des consultations futures et à tous prestataires

La cession de droits comporte également le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.

10.3 Dispositions communes

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des Résultats, y compris la documentation technique et fonctionnelle y afférentes.

Au terme du présent accord-cadre, le titulaire transmettra au musée du quai Branly-Jacques Chirac la documentation technique et fonctionnelle relative à ses connaissances antérieures, nécessaires à l'exploitation des Résultats objets du présent accord-cadre. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac pourra réaliser ou faire réaliser par un tiers, toute amélioration, maintenances ou mises à jour nécessaires des connaissances antérieures qui seront traitées comme des informations confidentielles.

Pendant une période de deux ans, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre doit notamment :

- Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire de l'accord-cadre, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des Résultats.

10.4 Garanties

Le titulaire de l'accord-cadre garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatives aux Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les Résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession ;
- Qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, il en informe sans délai le titulaire de l'accord-cadre qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- Qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- Qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire de l'accord-cadre ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- Les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire de l'accord-cadre pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les éléments incorporés dans les Résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- Les modifications ou adaptations apportées aux Résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

10.5 Droits du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Le titulaire de l'accord-cadre conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les Résultats.

11. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCPC.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à respecter les normes de conservation-préventive et à alerter le musée dans les plus brefs délais en cas d'anomalie ou dérive,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

12. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

12.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

12.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

13. EXECUTION DES PRESTATIONS : DELAIS ET CONSTATATION

13.1 Contrôle

Le titulaire s'engage à signaler à l'Établissement public toute dégradation touchant les mobiliers, les objets, le bâtiment, le matériel et les caisses mises en stockage externe, survenue au cours de l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de faire appel à des prestataires extérieurs pour toute mission de conseil, de vérification et de contrôle des prestations objet du présent accord-cadre.

En cas de vérification des prestations effectuées par une tierce personne, nommée par l'Établissement public « Expert en conservation-restauration », le prestataire reprendra les prestations non validées par les soins de la personne désignée par l'établissement et ce, sans supplément de prix.

13.2 Détérioration des œuvres

Les anomalies ou détériorations dues à la manipulation des œuvres seront notifiées au titulaire dans un délai de 24 h suivant l'exécution des prestations.

Constats :

Il sera alors procédé à un examen contradictoire avec constat (constat d'état sur un ou des objets et/ou constat sur bâtiment et matériel), destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire.

Les constats seront dressés conjointement par un représentant de l'Établissement public et un représentant du titulaire, en double exemplaire.

Commission d'expertise :

À l'initiative de l'établissement public une commission d'expertise pourra se réunir à la suite d'un constat.

Cette commission est constituée comme suit :

- un représentant de l'Établissement public,
- un responsable scientifique,
- des experts désignés par l'Établissement public,
- le titulaire ou son représentant,
- le responsable de l'équipe du titulaire ayant réalisé la prestation.

Indemnisation :

Après constat d'anomalie ou de détérioration, ou à l'issue de la commission d'expertise, l'Établissement public établira un compte-rendu établissant l'anomalie ou la détérioration. Une indemnisation sera demandée le cas échéant au titulaire.

14. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

14.1 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- Le musée dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

14.2 Décision après vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence de la personne publique durant le délai de quinze (15) jours précités, vaudra admission de la prestation.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS.

15. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

16. DISPOSITIONS FINANCIERES

16.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

L'ensemble des fournitures matérielles et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

16.2 Révision de prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix unitaires sont fermes pour la première période d'exécution. Ils sont révisibles à la date anniversaire de l'accord-cadre concerné selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,25 + 0,75 \times (\ln/I_0))$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé HT ;

Po = prix initial HT au mois M0 ;

Io = index de révision du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre concerné (m0) ;

In = dernier index de révision connu à la date anniversaire de l'accord-cadre concerné.

L'index de référence formant I (partie variable de la formule) est : **ICHT-révisé Activités spécialisées, scientifiques, technique**, coût horaire du travail, base 100 en décembre 2008 (dernière valeur connue : 135,8 en juin 2025). Son identifiant INSEE est 001565195.

Les indices renseignés ci-dessus, sont les derniers indices publiés sur le site www.insee.fr

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

16.3 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix en € HT associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre en € HT prévus ci-dessus.

16.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

17. MODALITES DE REGLEMENT

17.1 Avance

En application des dispositions de l'article R 2191-3 et -4 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Dans les cas où elle n'est pas obligatoire, la possibilité de recourir à l'avance, sera précisées sur le bon de commande.

Les modalités de calcul et de récupération de l'avance seront précisées sur chaque bon de commande concerné.

17.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés au titulaire aux quantités réellement effectuées, sous réserve de validation de service fait, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant de l'acompte. Le détail de l'échéancier de paiement sera établi au moment de la contractualisation de la commande (bon de commande).

À la fin de la prestation, le titulaire transmettra une dernière facture faisant apparaître le montant du solde à payer. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent accord-cadre, seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents.

17.3 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Les références d'engagement au format EAAAA00XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro de la commande,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,
- Les références de l'engagement,
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

17.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts

moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

18. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

18.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations

Tout retard dans la réalisation des prestations, ou le rendu des livrables (documents, notes de calcul, échantillons, premiers de série etc...), feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté. Chaque constat d'Etat commandé doit être livré à l'issue de la journée de démarrage des prestations.

Le délai d'exécution pour chaque exposition sera précisé dans le bon de commande.

18.2 Pénalité pour absence de réponse à une commande ou une consultation

L'absence de réponse à une consultation relative à un marché subséquent ou le refus de l'exécution des prestations objet d'une commande donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable.

18.3 Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

Ainsi, les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique ou le scénographe pourront faire l'objet d'une pénalité de 200 (deux cents) euros par absence non motivée.

18.4 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

18.5 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

19. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

20. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

21. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

21.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

21.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

22. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.



22.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

22.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCPC. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect de l'article 7.3 du présent CCPC, relatif à la sous-traitance.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

22.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.



22.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr.

22.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

22.6 Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

22.7 Mesures de sécurité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

22.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'Etablissement est Nathalie TRZEVIK. Les coordonnées sont les suivantes : cnil@quaibranly.fr

22.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 30§2 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

22.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

22.11 Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

23. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

24. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

25. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

26. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCPC ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCPC.